

Dialogue national

Saisir l'occasion pour se réconcilier avec le peuple

Jonas OSSOMBEY
Libreville/Gabon

Les discussions sur la situation politique du Gabon, qui s'ouvrent le 28 mars prochain, ne devraient, à en croire certains acteurs, donner lieu à des «petits arrangements entre amis» au détriment des populations. Lesquelles voient depuis une trentaine d'années les politiques briller par une sorte d'appât du gain, au mépris de la pauvreté et de la précarité dans laquelle les citoyens ordinaires semblent se résoudre de plus en plus. Au point de créer, comme l'a rappelé le président du mouvement «Les Patriotes» et signataire du Pacte social, Léon Ababé, une crise de confiance entre le peuple et sa classe dirigeante.

LE dialogue voulu par le président de la République, Ali Bongo Ondimba, a été programmé pour le 28 mars prochain. Un rendez-vous important parce qu'il devra permettre aux Gabonais de se parler entre eux. Sujet à l'ordre de ces assises, la situation sociale, politique et institutionnelle du pays. Dit ainsi, rien ne semble véritablement se mettre au travers de la route d'une initiative dont l'ambition clairement affichée est de partir sur des nouvelles bases, en lavant le pays de la litanie de griefs qui accablent son fonctionnement. Sur le plan politique notamment. Pour cela, beaucoup y voient se profiler à l'horizon la réconciliation entre la classe dirigeante (politiques de tous bords) et les populations. Certains y voient aussi l'opportunité



Photo : L'Union

Comme Léon Ababé, plusieurs compatriotes en appellent à la participation au dialogue.

de mettre sur la table, par les réformes consensuelles, les ingrédients de sortie d'une crise sociale, en dépit du fait que cette démarche se veut d'abord politique. Si de nombreux compatriotes membres d'associations ou de partis politiques se bousculent

pour participer au dit dialogue national, d'autres contestent la formule de ces discussions telle qu'elle a été adoptée et présentée au chef de l'Etat. Pour eux, il n'est pas question de retomber dans les travers de la conférence nationale, des Accords de Paris, et d'Arambo. Ils estiment que lors de ces joutes, le «gâteau Gabon» a été partagé en «petits morceaux», alors que les difficultés du pays sont demeurées les mêmes depuis lors. C'est, il faut le croire, le sens donné à la sortie du président du mouvement «Les Patriotes» et signataire du Pacte social, Léon Ababé. Cet acteur de la société civile a en effet réclamé «l'inventaire du Pacte social avant d'aller au Dialogue». Une démarche qui vise, selon lui, à mettre au centre des

discussions à venir le Gabonais qui aurait maille à partir avec ses conditions de vie de tous les jours. Une dimension sociale à donner à ces pourparlers, à l'entendre, serait le gage de leur réussite. Rejetant le caractère consultatif que l'on voudrait donner à la participation de ce pan important de la société. Surtout, comme il l'a martelé, il est hors de question de laisser aller à vau-l'eau les notions de «solidarité et de partage». Tout le contraire, a-t-il indiqué. Il s'agit pour ce soutien à la politique du président de la République de transcender les clivages classiques, majorité-opposition, pour favoriser l'intérêt du plus grand nombre. Et militer pour des échanges consensuels qui ne se transformeraient pas, comme par le passé, en «rassemblement de salon,

au risque de conforter le citoyen dans sa posture de divorce manifeste avec la classe dirigeante». C'est donc tout dire. C'est vrai, si plusieurs décisions issues de cette concertation politique appellent à une modification de la Constitution, les populations seront consultées par voie référendaire. Une concertation plus large de toutes les forces vives du pays aura alors le mérite de donner une dynamique nationale à une initiative que beaucoup soupçonnent d'être un rendez-vous de partage de prébendes politiques. Le 28 mars est encore loin, il est encore temps de rectifier le tir et de taire les critiques sur le caractère «politicien» de ces retrouvailles importantes pour l'avenir du pays.

Opposition/Fin du premier congrès ordinaire des 7MP

Joël Ngoueneni Ndzengouma réélu président

C. O.
Libreville/Gabon

LES Sept merveilles du peuple (7MP), parti politique de l'opposition créé, le 10 mars 2010, et présidé

par Joël Ngoueneni Ndzengouma, a tenu son premier congrès ordinaire, le week-end dernier, à son siège national, sis au quartier Beau-Séjour, dans le 5e arrondissement de Libreville. Ces assises qui ont vu la participation des délégations

de l'intérieur du pays, étaient placées sous le thème «le militantisme responsable». Cependant, pendant les travaux en commissions, d'autres sujets ont été abordés. Entre autres, la politique générale du parti, sa situation économique et financière, le renouvellement des organes de direction, le prochain septennat du directoire qualifié de «septennat de la maturation», la crise post-électorale et le positionnement des 7MP, etc. Parmi les décisions fortes issues de ce conclave, on retiendra, la réaffirmation du soutien à Jean Ping, le refus



Photo : Chris OYAME

Le président des 7MP, Joël Ngoueneni Ndzengouma, installé ici par le président du bureau du congrès, Eric Akori.

de prendre part au prochain dialogue inclusif et sans tabou à l'initiative du chef de l'Etat Ali Bongo Ondimba, la participation des 7MP aux prochaines élections législatives, la reconduction de Joël Ngoueneni Ndzengouma à la tête du parti pour sept nouvelles années, ainsi que plusieurs autres membres de son bureau. «Je m'engage devant vous, pour dire que je me suis représenté, rien que pour un dernier mandat», a déclaré Ngoueneni Ndzengouma. Ajoutant qu'il pense que celui qui lui succédera, ne fera pas des 7MP, «le parti

de sa famille ou de sa région». Aussi, a-t-il annoncé que son dernier mandat est placé sous le sceau de la maturation. Il a, de ce fait, invité les siens au travail. Et demandé qu'il en soit ainsi au niveau des délégations provinciales. Il faut cependant noter un couac sur fond de cacophonie au niveau de cette formation politique : au moment où se tenait le congrès, les élus locaux dudit parti faisaient une déclaration à la presse pour annoncer leur participation au dialogue national prévu pour le 28 mars (lire ci-dessous).

Cacophonie au sein des 7MP

Les élus annoncent leur participation au dialogue national

AEE
Libreville/Gabon

Cela en dépit de la décision du congrès de ne pas prendre part à ces assises qui auront lieu à partir du 28 mars prochain, à l'initiative du président de la République, Ali Bongo Ondimba.

LES ELUS du «Sept (7) merveilles du peuple» (7MP) participeront bien au dialogue national inclusif et sans tabou prôné par le chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba. C'est ce qui ressort de la déclaration du 2e vice-président de l'assemblée départementale de la Bayi-Brikolo (Aboumi), Jean-Jacques Ngoulou. C'était dimanche dernier au quartier Awendjé, dans le quatrième arrondissement de Libreville. Selon l'orateur, cette décision émane d'une profonde réflexion collective des élus du 7MP et de leur base. «Le Gabon traverse une crise multisectorielle qui nécessite un dialogue entre les différents acteurs du pays, pour voir, tous en-

semble, comment trouver des solutions pouvant nous amener à améliorer notre quotidien», a indiqué M. Ngoulou. Et de poursuivre : «Il n'est donc pas question que le 7MP, qui cherche à participer au développement du pays, à travers un jeu politique responsable, manque la partie». Tout en félicitant ses collègues, pour cette «sage décision», Jean-Jacques Ngoulou a également invité les acteurs sociaux et les autres acteurs politiques, qui ne l'ont pas encore fait, à entreprendre la même démarche qu'eux. Pour Jean-Jacques Ngoulou, «il faut d'abord privilégier l'intérêt supérieur de la nation, en lieu et place des intérêts personnels. Car adhérer à ce dialogue, c'est participer à la construction du Gabon». La position des élus de cette formation politique tranche avec celle prise par son congrès qui s'est tenu le week-end dernier. Reste maintenant à savoir quelle sera la réaction du directoire du parti face à cette initiative apparemment isolée (lire ci-dessus).

DU 4 AU 18 MARS

Leader en Afrique de l'Ouest

PRIX RÉDUITS ET QUALITÉ GARANTIE

4000 FCFA/M²

LES BONS PLANS CARRELAGE !

-75%
-40%
-15%

LES BARBUS

Rejoignez-nous !
Batiplus Gabon

ZONE INDUSTRIELLE D'OLOUMI / TEL: 02 02 11 11
WWW.GROUPEBATIMAT.COM

Batiplus
GROUPE Batiimat
TOUT POUR LA MAISON DU SOL AU PLAFOND